

LA RUSSIE CONTEMPORAINE...

Première partie:

C'est avec un soupir de soulagement que je suis descendu du train qui m'avait ramené à Moscou après une absence de neuf mois à l'étranger. Enfin - fut ma première pensée - on pourra se mettre au travail et faire de la bonne besogne...

La Russie est un pays mystérieux. Elle vous attire et vous tient captive: elle vous ensorcelle; vous voulez la revoir à peine vous la quittez; vous devenez involontairement un patriote de la Russie; vous perdez de vue les imperfections - disons plus, les horreurs - politiques, économiques et autres, et vous ne voyez que le peuple... et vous avez hâte de vous retrouver avec lui.

Moscou a certainement changé durant ces quelques mois qui ont marqué l'expansion, le déploiement de la fameuse *Nouvelle Politique Économique* qui devait sauver la Russie de tous les maux qui l'entourent. Au lieu des vitrines sales, couvertes de poussière et vides - la marque de fabrique du monopole gouvernemental - derrière lesquelles des rats géants couraient en pleine liberté à la grande joie et au grand amusement des gosses, j'ai trouvé ces magasins modernes remplis de toutes les délicatesses que tout gourmet aime - les fromages étrangers, le caviar, les pâtisseries à la crème pure et naturelle, toutes sortes de viande conservées, des sardines... en un mot, tout ce qu'un porte-monnaie bien garni pouvait désirer. Les rues se repavaient autour des carrefours importants de la ville, et le quartier «*chic*» de Moscou - autour de la Tverskaya - est devenu de nouveau le rendez-vous de la nouvelle aristocratie. Les cafés et les cabarets surgissent comme des champignons après la pluie, et avec eux apparaissent et se développent des vices inévitables de la prostitution. Moscou devient ainsi une capitale européenne proprement dite avec tous les défauts inhérents à ces villes. Aux entrées largement illuminées des «*maisons de plaisir*» il y a des «*garçons*» en costume de soirée de rigueur qui retirent obséquieusement la fourrure des arrivants... Mais pourquoi décrire davantage ces phénomènes bien connus? Tant que l'on décidera d'introduire le bourgeois dans le système économique, il insistera pour avoir ses amusements préférés, pour mener son mode de vie. Il n'y a, par conséquent, rien de si extraordinaire dans le fait que Moscou redevient soi-même. Toutes ces institutions ne démoraliseront certainement pas le bourgeois qui a vu des scènes bien plus belles dans sa vie; mais il n'y a aucun doute qu'elles introduisent le poison de la désintégration dans les rangs ouvriers. La bureaucratie soviétique a amené à la surface de la Russie contemporaine une phalange d'administrateurs, de commissaires, de gérants qui sont sortis de la classe ouvrière et qui, tout récemment encore, étaient à l'atelier, au four, aux champs. C'est de cette phalange qu'est née la nouvelle bourgeoisie communiste qui, emportée par le tourbillon de la *Nouvelle Politique Économique*, s'exerce à qui mieux mieux à échauder de nouvelles entreprises, de nouveaux trusts, de nouveaux plans gouvernementaux, de nouveaux projets financiers... et tout ça, autour de la table de café ou de cabaret, dégustant les fines liqueurs et commençant à vivre d'une façon qu'ils n'ont même pas rêvée quand ils étaient dans l'usine... Et bien lointain semble le passé de labeur, si éloignées sont ces années de peine et de fatigue, - et si appétissants sont ces mets épatants servis à votre table par les garçons gentils et charmants... des prolétaires eux aussi, des «*camarades*»!

Ces hommes - et leur nombre est légion - sont à jamais perdus pour le socialisme, pour la révolution, et aident à bâtir la nouvelle couche intermédiaire qui, de cette façon, se développe en la nouvelle bourgeoisie «*rouge*» et «*prolétarienne*» de l'État communiste-capitaliste.

Mais est-ce que toutes ces richesses signifient que la quantité de vivres s'est augmentée sur le marché? Certainement oui. Dès le premier jour, quand la liberté de vente et d'achat fut décrétée, il était déjà possible d'obtenir les nécessités ordinaires de la vie qu'un jour auparavant le gouvernement, avec tout son appareil énorme, était absolument incapable de dominer. Disons, pourtant, tout de suite que l'augmentation de vivres

sur le marché ne signifiait pas toujours une augmentation des réserves sur la table de l'ouvrier. Grâce à la croissance rapide de petites boutiques devenant totalement disproportionnée à la quantité initiale de vivres que le paysan pouvait mettre à la disposition de la ville, le coût de la vie montait par des bonds gigantesques totalement disproportionnés avec l'augmentation des salaires. De cette façon les spéculateurs, les organisateurs de trusts, les affairistes, les concessionnaires et leurs semblables avaient la possibilité de satisfaire tous leurs désirs, tandis que l'ouvrier rêvait encore d'un morceau de pain blanc dont il voyait maintenant de larges quantités s'étaler derrière les vitrines des boulangeries et des pâtisseries récemment ouvertes. D'un autre côté, ceux des habitants, dans les larges centres de la population, qui avaient le bonheur de posséder des amis ou des parents à l'étranger avaient les moyens de recevoir les fameux paquets de vivres de l'Ara... qu'ils vendaient aux portes mêmes des bureaux de l'Ara de façon à pouvoir acheter un peu plus de farine de seigle à la place de la farine blanche que ces paquets contenaient.

Les marchés sont remplis des boîtes de lait condensé de l'Ara, de la farine de l'Ara, du riz de l'Ara. Cela est dû, en partie, sans aucun doute, aux vols gigantesques de marchandises de l'Ara dans les dépôts de chemin de fer où les trains de l'Ara sont gardés. Les vols sur les lignes des chemins de fer - au milieu d'une augmentation générale de la rapine et du brigandage - ont reçu une amplitude inouïe: des trains entiers de marchandises disparaissent comme par une baguette magique; l'administration entière des chemins de fer - de l'employé supérieur de la gare jusqu'au dernier signaliseur - participe à cette occupation lucrative; et tout cela parce que les salaires sont bien trop bas pour pouvoir vivre même médiocrement, et parce que le pays ne produit rien.

L'absence de production est horrificante. Les organes officiels du gouvernement ou du parti au pouvoir publient quotidiennement des chiffres sur les produits exportés, des plans sur de nouvelles unités de production, des systèmes nouveaux et améliorés de la taylorisation du travail, des plans perfectionnés pour le trafic ferroviaire - et, malgré cela, tout le monde se demande où tous ces chiffres vont et d'où ils viennent. La vie économique et industrielle du pays, à l'heure actuelle, est arrêtée; ici et là quelque atelier produit en un mois ce qu'il avait, auparavant, produit en un jour. Et comme cela a été officiellement déclaré au dernier *Congrès des Conseils d'Économie Nationale*, «*nous venons d'atteindre le niveau de production que nous avions à l'époque d'avant Pierre-le-Grand!*».

Avant l'introduction de la *Nouvelle Politique Économique* - dans l'ère pré-NEP-iennne - il n'y avait ni production ni consommation. Depuis l'introduction de la NEP nous continuons à ne pas avoir de production, mais la consommation a augmenté. Le paysan apporte ses produits au marché. Le Nep-man, comme on appelle actuellement le commerçant et le spéculateur russe - cette nouvelle classe dont j'ai parlé plus haut - spéculé sur les vivres et vit aussi confortablement que possible, pendant que le pays devient de plus en plus pauvre.

La seule production qui augmente presque à chaque heure c'est celle du papier-monnaie. Les métamorphoses kaléidoscopiques des différentes sortes de «*bank-notes*», d'«*obligations de l'État*», de «*signes monétaires*», etc... sont littéralement ébahissantes. Les chiffres astronomiques - car tout petit mendiant des rues est un multi-millionnaire - excitent l'imagination, mais sont loin d'être capables d'améliorer les conditions de la vie. Le rébus mathématique qu'un rouble n'est pas un rouble, mais bien dix mille, et que 100 roubles de l'émission 1922 (qui étaient équivalents à un million de roubles d'avant 1922) égalent seulement un rouble de l'émission 1923... donnent une idée de la débâcle complète du système financier et de l'imbroglio économique désespéré dans lequel le pays se trouve comme résultat direct de l'absence de production.

Deuxième partie:

La *Nouvelle Politique Économique* a transformé la Russie en une nation de boutiquiers - le sobriquet qui, jusqu'ici, n'était adjugé qu'à l'Angleterre. Les industries n'existent pas, les industriels brillent par leur absence. Mais il y a bon nombre de boutiques et de boutiquiers. Tout le monde, de la dactylographe au professeur, de l'ouvrier de l'usine au chef de département d'un ministère, tous achètent et vendent: tel vend ses habits, ses souliers ou ses vieux crayons; tel achète de la farine, du lait pour l'enfant, du beurre et ainsi de suite. Les nécessités primaires de la vie changent incessamment de mains; les uns se débarrassent de leurs derniers habits pour câliner un peu la faim; les autres entreprenaient une diète de famine pour pouvoir s'acheter quoi que ce soit pour se couvrir le corps. Les marchés de Moscou pullulent de marchands ambu-

lants - hommes et femmes - qui appartiennent au monde intellectuel, à l'aristocratie, aux classes ouvrières; les voilà tous alignés derrière les monticules de boue en train de vendre leurs breloques, ou plutôt de les échanger avec des marchands semblables pour quelque objet plus urgent. La *Nouvelle Politique Économique* a commercialisé la nation sans augmenter le moins du monde sa productivité. Il y a à Petrograd tout juste l'usine *Baltique* qui travaille encore - et presque exclusivement sur les briseurs de glace nécessaires pour garder le port de Pétrograd ouvert durant l'hiver. Dans la province de Moscou, il y a une fabrique de réparations de locomotives à Podolsk — à une distance d'environ 60 verstes de Moscou - qui travaille bien. Il est intéressant de noter, à cet effet, que cette fabrique est la «*fabrique d'exposition*» de la Russie. Qui-conque arrive de l'étranger est immédiatement transporté à Podolsk comme preuve que le haut niveau de production en Russie n'est pas un mythe... Son directeur et celui qui a fait marcher la fabrique a été durant toutes ces années, un de nos camarades, un anarcho-syndicaliste. Nous pouvons, ainsi, être fiers que la seule preuve de la production existante en Russie est bien due aux efforts d'un anarcho-syndicaliste.

Mais alors quelles ont été les améliorations qui suivirent l'introduction de ce nouveau régime économique, et ont-elles apporté des améliorations effectives non seulement dans les conditions mêmes de la classe ouvrière, mais aussi au point de vue politique et social?

Les transformations produites dans le camp économique par la volte-face de la politique des bolchevistes a introduit une amélioration matérielle superficielle dans les conditions de cette fraction de la classe ouvrière qui travaillait dans les quelques entreprises industrielles encore vivantes et qui, grâce à l'introduction du travail aux pièces, avait la possibilité d'augmenter son budget presque jusqu'à un niveau de vie normale. La grande masse des travailleurs ne sent pas ces améliorations; même s'ils ont l'air aujourd'hui, plus satisfaits qu'ils ne l'étaient il y a un an ou deux - quand le communisme d'État était en pleine vigueur - cela est simplement dû au fait qu'ils peuvent, maintenant, acheter tout ce qu'ils veulent pourvu que l'argent suffise: ce qu'il leur était impossible de faire sous le régime strictement «*communiste*» - sans succédanés. Le système du travail aux pièces est à présent à l'ordre du jour; il a introduit à sa suite les heures supplémentaires, de façon que la grande «*réforme sociale*», introduite le premier jour de la Révolution de novembre - notamment la journée de huit heures - existe toujours comme décret, mais n'est plus pratiquée. Souvent ce sont les ouvriers eux-mêmes, poussés par la pénurie, qui demandent une journée plus longue afin de pouvoir gagner davantage.

C'est tout ce qu'il y a à dire sur les «*améliorations*» économiques; le transfert des pauvres dans les maisons des riches - un truc de propagande, qui, même en sa période la plus sympathique, a été si grossièrement pratiqué que les ouvriers préféreraient rester dans leurs caves - fut immédiatement arrêté. Pour un ouvrier il était absolument impossible de trouver une ou deux chambres pour y loger sa famille: cela coûtait au moins 1.5 milliard (été 1922), c'est-à-dire presque 100 dollars! - pour obtenir le droit à la clef de la chambre, sans parler du loyer... Car tout doit être payé maintenant, et payé chèrement, car les calculs sont faits non sur la base du salaire moyen de l'ouvrier, mais proportionnellement à l'agiotage de la Bourse.

C'est que nous avons maintenant cette institution européenne - la Bourse! Les actions et les monnaies étrangères sont cotées quotidiennement; les marchés sont déclarés calmes ou vifs, les journaux publient tous les jours les «*notes de la Bourse*», des bulletins spéciaux sont publiés par différentes bourses, et l'organe officiel du *Conseil du Travail et de la Défense* - la «*Ekonomitcheskaya Zhizn*» (*) - se plaint que toutes les *Bourses provinciales* ne publient pas ces bulletins!

Nous avons deux Bourses en Russie: la Bourse officielle et la Bourse «*noire*» ou privée. La «*tchornaya birzha*», comme cette dernière se dénomme en Russie, contrôle la Bourse avec une majuscule: car l'agiotage principal est fait dans la rue bien plus qu'à la Bourse officielle dans laquelle personne n'a confiance. Le taux d'échange est bien plus élevé sur la bourse «*noire*» que sur celle du gouvernement, et cette dernière est obligée de s'approcher du taux privé si elle ne veut pas que tout l'or et toutes les valeurs disparaissent entièrement dans les mains privées des spéculateurs. La Bourse officielle est dans la rue «*Hyinka*», là où se trouvait l'institution du même nom sous l'ancien régime; la bourse «*noire*» est tout à côté, dans un parc, avec le ciel comme seule voûte, et une foule houleuse est constamment en mouvement achetant et vendant des billets, de l'or, de l'argent, etc..., etc... Grâce à cette concurrence, le rouble tombe encore plus que si

(*) La vie économique. (Note A.M.)

(**) Littéralement: L'échange noir. (Note A.M.)

(***) La devise. (Note A.M.)

l'absence de production avait été le seul facteur de spéculation. La demande, extraordinaire pour la «*valuta*» étrangère est si grande, que le dollar avait atteint - en décembre 1922 - l'équivalent de cinquante millions de roubles !

Avec cette chute abracadabrante du rouble nous avons, cela va sans dire, la hausse folle des prix sur les vivres tandis que, comme nous l'avons déjà dit, l'augmentation des salaires est loin de pouvoir compenser l'augmentation continue des prix.

Prenons les prix qui ont régné à Moscou vers la fin d'octobre 1922 (1): - le pain de seigle a coûté de 250.000 à 500.000 roubles la livre; - le pain blanc a coûté de 1/2 million à un million de roubles la livre; - la viande a coûté de 1 million à 1 million 1/2 de roubles la livre; - le beurre a coûté de 4 à 10 millions de roubles la livre; le sucre a coûté de 6 à 9 millions de roubles la livre; les pommes de terre 750.000 roubles la livre; - le lait a coûté 250.000 roubles le demi-litre; - un costume ordinaire avait coûté 200 millions de roubles; - une paire de souliers, pas moins de 100 millions; ainsi de suite.

Quel a été le salaire moyen durant cette même période? Je demeurais dans une petite maisonnette: il y avait là une téléphoniste qui gagnait 50 millions de roubles par mois; un employé dans un département du Soviet de Moscou gagnait environ 100 millions par mois; un ouvrier dans une fabrique d'automobiles gagnait (travail aux pièces et heures supplémentaires compris) environ de 160 à 170 millions par mois. Ceci, était déjà considéré comme un salaire assez élevé pour un ouvrier. Prenant en considération qu'une famille d'ouvrier est composée, en moyenne, de lui-même, de sa femme et de deux enfants, il est clair que le budget de la famille ne pouvait contenir les besoins les plus primitifs que par un supplément obtenu par la femme et les enfants en allant troquer et marchander. C'est ainsi que toute la population fut obligée de s'adonner au commerce et d'employer toute son énergie à la lutte pour obtenir les nécessités les plus indispensables de la vie et devint, à la suite, de plus en plus apathique à tout ce qui l'entourait - à la Révolution de même qu'à la contre-révolution, au bolchevisme ou à tout autre chose en «*isme*». Peut-être, nous dira-t-on, ces difficultés économiques ne furent pas toutes le résultat de la mauvaise administration bolcheviste et le parti communiste russe - comme compensation pour les imperfections économiques dues à la force majeure - avait tout au moins tenté d'élargir les bases des améliorations politiques et de donner au peuple la possibilité de respirer l'air plus librement qu'il ne le pouvait auparavant?

Examinons alors quels furent les effets de la *Nouvelle Politique Économique* sur la vie politique et intellectuelle du pays.

Toisième partie:

Avant tout, nous devons parler - quand il s'agit de changements «*politiques*» inaugurés grâce à la *Nouvelle politique économique* - de la soi-disant réforme de la Tchéka. Nous savons bien, nous tous, que l'horrible Tchéka n'existe plus. Au lieu de cette institution nous possédons maintenant le *Département politique d'État du Commissariat du Peuple pour l'Intérieur*, une espèce de département politique «*du peuple*»!

Cette nouvelle institution a les mêmes pouvoirs d'arrestation et de détention que possédait la feuée Tchéka; il faut pourtant admettre que deux innovations ont certainement été introduites. Ces deux «*légalités*» sont:

- 1- que l'accusation doit être présentée au prisonnier pas plus tard que deux semaines après l'arrestation;
- 2- que la condamnation doit être prononcée dans l'intervalle de deux mois du jour de l'arrestation.

Examinons maintenant comment ces mesures «*démocratiques*» sont, en fait, appliquées aux prisonniers «*politiques*», dans un pays où règne la dictature:

La première de ces formalités est une simple comédie. Tout prisonnier est simplement accusé de contre-révolution ou d'agitation illégale ou de tout ce qui peut entrer dans la tête du juge d'instruction; ou bien, si même ces accusations ne vont pas, vous êtes tout bonnement accusé «*par analogie*» de tel ou tel crime politique. Le nouveau *Code pénal de la République soviétique* - l'orgueil des avocats «*rouges*» - a prévu toutes ces possibilités et dans l'intervalle des 14 jours prescrits par la loi, on vous informe sur un bout

(1) Le dollar équivalait alors environ 20 millions de roubles.

de papier que vous êtes accusé, disons... d'agitation anti-soviétiste, d'après tel ou tel paragraphe du Code pénal.

Plusieurs de ces paragraphes sont très amusants. A commencer par la définition de «*crime*» qui est très instructive:

§6- *Un crime est considéré être toute action ou inaction, publiquement dangereuse, menaçant les fondements du système soviétique et de l'ordre public tel qu'ils sont établis par le pouvoir des ouvriers et des paysans durant la période transitoire à l'ordre communiste.*

Il faut noter que le Code ne nomme jamais les socialistes comme pouvant être des criminels; néanmoins tous les paragraphes concernant la contre-révolution, visent directement les socialistes de toutes nuances. Voici plusieurs de ces paragraphes:

§ 61- *Participation ou aide à une organisation qui agit dans la direction d'un appui à la bourgeoisie internationale est punie de la peine de mort.*

§ 62- *Participation dans une organisation... qui amènerait vers un affaiblissement évident de la dictature de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne, même si l'insurrection armée ou l'invasion armée n'est pas le but immédiat des activités de cette organisation, est punie de la peine de mort.*

§ 64- *Participation à la réalisation, pour des buts contre-révolutionnaires, d'actes terroristes dirigés contre les représentants du pouvoir des Soviets ou contre les chefs des organisations révolutionnaires des ouvriers et paysans, même si les complices d'un tel acte n'appartiennent pas à une organisation contre-révolutionnaire, est punie de la peine de mort.*

§ 70- *La propagande et l'agitation destinées à aider la bourgeoisie internationale est punie de l'expulsion des confins de la République des Soviets ou de la privation de la liberté pour un terme minimum de trois ans.*

§ 72- *La propagande et le recel, pour des buts de distribution, de la littérature de propagande à caractère contre-révolutionnaire, est punie de la privation de la liberté pour une durée minimum d'un an.*

Voici une perle qui concerne, entre autres, nos déportés anarchistes et anarcho-syndicalistes:

§ 71- *Le retour non autorisé dans les confins de la République des Soviets en cas d'expulsion est puni de la peine de mort.*

Quant aux anarchistes - tous les camarades le savent déjà - il est parlé d'eux au chapitre du banditisme. Le voici:

§ 76- *L'organisation de bandes armées, et la participation à ces bandes et... aux attaques contre les institutions soviétiques et privées... est punie de la peine de mort (2).*

Deux autres perles, pour en finir avec ce Code humoristique:

§ 87- *L'insulte, par le manque de respect à la République des Soviets, exprimé par les injures aux insignes de l'État, au drapeau et aux monuments de la Révolution, est punie de la privation de la liberté pour une durée minimum, de six mois.*

§ 88- *L'insulte publique d'un représentant de l'État dans l'exécution de ses fonctions officielles est punie de la privation de la liberté pour une durée d'au moins six mois.*

Et si, par hasard, il est difficile, ou peut-être gênant, d'accuser un ouvrier ou un socialiste dont l'arrestation est inévitable, selon une des clauses du Code, alors ce dernier montre, toute son ingénuité et possède cette clause «*par analogie*»:

§ 10- *En cas de manque d'indication dans le Code pénal d'un paragraphe direct pour des cas spécifiques de crimes ou de punitions ou de mesures de défense sociale, ceux des paragraphes du Code doivent être mis en action qui prévoient les crimes les plus analogues en matière d'importance et de caractère...».*

Voici donc comment l'opération se fait: un individu est pris, et si son arrestation est due uniquement à des raisons «*politiques*», on lui présente durant la quinzaine légale un des paragraphes du Code, et la formalité est bâclée et donne aux autorités le droit légal de le garder pendant au moins deux mois. Car cette seconde «*réforme*» décidant du sort du prisonnier dans les deux premiers mois est un mythe. Il y a une addition à cette réforme qui dit que dans les cas où le *Département politique* le trouve nécessaire pour la sauvegarde de la «*patrie socialiste*» - ou si l'on n'a pas eu le temps d'examiner son dossier - application est faite au

(2) Les mots exacts du Code sont: «la plus grande mesure de punition» - autrement dit la mort.

Comité Exécutif Central des Soviets - l'autorité suprême du pays - pour un prolongement du terme de deux mois... J'ai rencontré nombre de prisonniers politiques qui avaient accumulé plusieurs de ces périodes de deux mois au profit du *Département politique*... et de la tranquillité «*communiste*» probablement.

En un mot, même s'il existe à présent le signe extérieur de la légalité sous l'aspect du *Code Pénal* - et cette apparence formelle semble suffire pour amorcer la bourgeoisie mondiale - il n'y a, de fait, aucune possibilité de reconnaître la différence entre le *Département politique d'État* et la *Tchéka*. Le traitement - ou plutôt le maltraitement - est toujours le même; les méthodes de provocation et de menaces chez le juge d'instruction sont les mêmes; le jésuitisme est le même, et les anciens «*okhrannikis*» (3) sont les mêmes...

Mais, il y a eu dernièrement un membre nouveau dans la famille: le fameux - disons plutôt d'infâme - Slachtchhoff, le pendeur de la Crimée qui, comme un des aides-de-camp les plus proches de Wrangel, exécuta les paysans par dizaines et, reçu par la *République communiste de la Russie* (la Crimée comprise) avec les honneurs militaires, fut promu, en Russie soviétique déjà, à des postes militaires importants (l'un d'eux consistait à subjuguer la révolte paysanne de la Karélie) - cette brute à face humaine fait maintenant des heures supplémentaires au *Département politique* où il dénonce, sûrement, et vend ses anciens camarades.

On ne pourrait se figurer une dégradation plus abjecte du pseudo-communisme que celle d'avoir comme complice l'homme qui s'est baigné dans le sang des ouvriers et paysans de la Crimée. Et les révolutionnaires qui ont lutté pour la Révolution, plus encore, pour les bolcheviks - ceux-là on les fusille comme contre-révolutionnaires...

Mais depuis la publication du *Code pénal* la ressemblance entre le *Département politique* et la *Tchéka* est devenue encore plus frappante et seuls les aveugles volontaires pourraient encore percevoir une certaine différence.

D'après la position actuelle de la loi en Russie, le *Département politique* a le droit - sans procès ni examen préliminaire - d'exiger par ordre administratif, tout prisonnier à son choix pour une période maxima de trois ans. C'était au point de vue de temps et de méthode de punition, le maximum qui pouvait être infligé comme punition. C'était déjà en soi-même une grande réforme, surtout quand on se rappelait les années d'emprisonnements et les condamnations à mort qui sévissaient sous la *Tchéka* - sans procès, sans accusations. On commençait à espérer que le règne de la terreur et de l'arbitraire touchait à sa fin. Tant que le prisonnier politique avait le droit d'être jugé, d'être représenté par un avocat et de se défendre, les choses avaient certainement l'air «*démocratique*».

En septembre dernier un décret supplémentaire fut publié donnant au *Département politique* le droit, par ordre administratif:

- 1- de garder dans les camps de concentration les personnes exilées par lui durant la période de leur exil;
- 2- de fusiller tous ceux pris en flagrant délit, c'est-à-dire opposant une résistance armée, ou dans des actes de banditisme, et dans tous les cas où un individu est pris en possession d'armes.

Nous avons ainsi la législation de la peine de mort par ordre administratif, c'est-à-dire l'exécution d'un homme sans même lui donner la chance de dire quoi que ce soit.

Cette nouvelle clause sera, évidemment, mise en pratique pour se débarrasser tranquillement des anarchistes.

La *Tchéka* - comme nous allons dorénavant appeler le *Département politique d'État* du *Commissariat du peuple pour l'Intérieur* - possède donc un appareil merveilleusement perfectionné. Elle possède un *Département des opérations secrètes* qui contrôle tous les cas politiques. Ce département est subdivisé en sections - chacune d'elles s'occupant des cas politiques d'une tendance déterminée. Ainsi la section n°1 traite des anarchistes; la section n°2 des menchéviks, et ainsi de suite. Il y a des sections spéciales pour les socialistes-révolutionnaires de droite, pour ceux de gauche, pour les sionistes, pour les cléricaux, pour les contre-révolutionnaires, etc. Les chefs de ces sections sont généralement choisis parmi les rénégats du parti que la section poursuit et persécute. Ainsi l'ancien chef de la section anarchiste, l'ex-anarchiste Sam-

(3) Agents de la police secrète sous le tzarisme.

sonoff, a fait de si grands progrès qu'il est à présent le chef de tout le *Département des opérations secrètes*. Par ce système jésuitique de nominations tous les prisonniers politiques ont l'honneur douteux d'être examinés par des ex-camarades, tandis que ces derniers considèrent de leur devoir de faire autant de zèle que possible, afin de pouvoir prouver leur loyauté à leur nouvelle religion et de ne pas être accusés de mollesse.

La Tchéka est toujours la terreur de la population, elle a les mêmes pouvoirs illimités qu'auparavant et est haïe autant que jadis. Elle était, dans les temps passés, sous la présidence de Dzerzhinsky et ne répondait de ses actes qu'au *Conseil des Commissaires du Peuple* directement. Ce privilège «*exclusif*» était considéré comme une des causes principales de sa brutalité sans contrôle et irresponsable. Il fut donc décidé d'abolir ce privilège. La Tchéka est, maintenant, responsable devant le *Commissariat pour l'Intérieur* qui, à son tour, répond devant le *Conseil des Ministres*. Mais... le *Commissaire du Peuple pour l'Intérieur* est justement Dzerzhinsky! Les commentaires sont, certes, superflus.

Le truc de la «*réforme*» politique de la Tchéka n'était nullement mis en mouvement pour la pacification de la population. Son but principal était d'amorcer la bourgeoisie, et plus cette dernière refuse de se laisser amorcer, plus la Tchéka retourne à ses anciennes amours - à la terreur et à la provocation - avec son seul but de désintégrer complètement et de démoraliser la Révolution.

Mais le réformisme politique du *Parti communiste russe* ne s'exhiba pas seulement dans les «*améliorations*» faites dans la Tchéka. Il métamorphosa aussi les autres branches d'activité en Russie. Nous avons maintenant, toujours comme résultat de la *Nouvelle politique économique*, un nouveau *Code du Travail* qui a pris la place de celui qui fut solennellement proclamé tambours battants en 1918 comme un acte de signification internationale pour la classe ouvrière. Voyons donc si ce *Code* au moins améliore les conditions du pays - ce que l'ancien *Code* n'a certes pas pu arriver à faire.
